



AFRIQUE DE L'OUEST: MARCHES, RISQUES, ET SECURITE ALIMENTAIRE

3^e édition - Octobre 2008

Objectif et sommaire

Ce document vise à fournir une vision d'ensemble de la situation alimentaire, y inclus les conséquences des tendances des marchés internationaux et sous régionaux aux membres du Groupe de Travail sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition. L'information contenue dans ce rapport provient des rapports du CILSS, de FEWS-NET, du RESIMAO, du Club du Sahel et des Systèmes d'Information des Marchés (SIM). Cette troisième édition traite des perspectives au démarrage de la récolte dans plusieurs zones.

Sur les marchés ouest africains, une baisse des prix du mil et du maïs s'est amorcée en septembre 2008. Il n'est pas certain jusqu'où les prix baisseront, ou pour combien de temps la tendance se maintiendra. La pluviométrie globalement satisfaisante qui s'est maintenue jusqu'à la fin septembre au Sahel a créé des conditions favorables pour les cultures aussi bien que pour les pâturages. Les nouvelles récoltes de mil, maïs, niébé et arachide continuent à faire leur apparition sur les marchés ruraux et urbains. Les missions d'évaluation des récoltes CILSS/FAO/FEWS NET qui ont démarré en octobre évalueront les niveaux de production, et aideront à déterminer pour combien de temps ces tendances pourraient se maintenir à l'avantage du consommateur moyen dans la région. Les prix des céréales demeurent au dessus de leurs moyennes pluriannuelles dans beaucoup de zones, particulièrement pour le riz, dont le prix élevé affecte en particulier les populations du bassin ouest importateurs nets.

Le contexte international est marqué par une chute des prix des céréales – en particulier le maïs et le blé – et du carburant. Le prix du riz demeure au dessus des moyennes à long terme. Une forte baisse des prix des matières premières agricoles produites en Afrique de l'Ouest sur les marchés internationaux est notée. Un réajustement des taux de change internationaux a eu lieu depuis juillet. La naïra et l'ouguiya ont chacune augmenté de 17 pourcent vis-à-vis le franc CFA depuis lors, ce qui pourrait altérer les flux des denrées alimentaires au sein de la sous région.

Tendances internationales pour les céréales

Les prix internationaux du riz, du maïs et du blé tendent à la baisse en raison de bonnes perspectives pour l'offre mondiale, des changements dans les comportements spéculatifs sur les marchés, l'arrivée de la crise financière mondiale et l'attente d'une réduction de la demande mondiale. En dépit de cette baisse les prix pour les céréales les plus échangées sur le plan international demeurent au dessus de la moyenne des 5 dernières années, particulièrement pour le riz, tel qu'illustré dans le tableau 1.

Tableau 1: Comparaison des prix internationaux des céréales par rapport à la moyenne des 5 dernières années (Source: FAO)

Céréale	Oct 2008 (USD/mt)	Moyenne 2002-2007, (USD/mt) (Moyenne des prix d'octobre)	Augmentation par rapport à la moyenne des 5 dernières années
Blé (US No.2, dur rouge, U.S. Gulf)	278	210	32%
Maïs (US No.2, Jaune, U.S. Gulf (Friday))	197	125	58%
Rice	720	277	160%

(White Rice, Thai 100% B second grade, f.o.b. Bangkok (Friday closing price))			
--	--	--	--

Le prix du pétrole brut (Ouest Texas) a baissé de plus de 50 pourcent depuis son pic en Juillet à 147 dollars de baril, ce qui devrait se traduire par des couts de transport plus abordable vers et au sein de la sous-région.

Afrique de l'Ouest: tendance des prix pour les cultures de rente

Les tendances internationales des prix des cultures de rente d'importance pour l'Afrique de l'ouest– tels l'huile de palme, le coton et l'arachide – ont un profil similaire à ceux des céréales internationales, avec une forte augmentation en début 2008, suivie d'une stabilisation et d'une chute au troisième trimestre. Le lecteur est rappelé que les prix internationaux que les évolutions des prix sur les marchés internationaux ne se transmettent pas forcément aux producteurs ouest africains; pour beaucoup de produits, un prix de référence est déterminé une fois par an dans les pays producteurs. La politique de commercialisation vise souvent à stabiliser les prix – par conséquent il se peut que les prix de référence pour les produits de rente soient différents des niveaux que supposent les prix mondiaux.

- **Huile de palme** : les marchés ouest africains ne reflètent pas encore la forte baisse des cours de ce produit. A la bourse de Kuala Lumpur, les prix de l'huile de palme en Septembre étaient au deçà du niveau d'il y a 12 mois, en raison d'une faible demande, d'une augmentation de la production et de l'attente d'une bonne récolte en Indonésie et en Malaisie (source de 70 pourcent de la production mondiale). Le marché ouest africain semble ne pas encore être affecté par cette baisse. Par exemple dans le nord de la Cote d'Ivoire, en Aout 2008 les prix de l'huile de palme étaient plus élevés qu'en Aout 2007 (de 17 pourcent à Douékoué à 110 pourcent à Khorogo), toutefois dans certains marchés les prix baissent depuis Juin 2008 (Bouaké, Katiola) alors qu'ils augmentent toujours dans d'autres (Khorogo, Odienné). La valeur élevée de l'huile de palme profite aux producteurs d'huile de palme, représentés dans les pays cotiers dont la Guinée-Bissau, la Guinée, la Sierra Leone, Libéria, la Cote d'Ivoire et le Ghana. La production d'huile a partir de palmiers sauvages est la source principale de revenu pour 12 pourcent de la population rurale du Libéria. Environ 20 pourcent des ménages de ce groupe sont considérés comme étant en insécurité alimentaire¹.
- **Coton**: la plupart des sociétés cotonnières de la region a décidé d'augmenter les prix de référence bord champ pour tenir compte de l'augmentation de la valeur du coton sur le marché mondial (Mali : de 160 FCFA/kg a 200 fcfa/kg cette année ; Burkina Faso : de 145 FCFA/kg à 165 FCFA cette année). Les cultivateurs de coton font face à des prix plus élevés pour les intrants agricoles.
- **Arachide** : D'après la FAO les prix de l'arachide ont atteint un sommet en Juillet 2008 et baissent actuellement sur les marchés internationaux. Le Burkina-Faso, La Guinée, le Ghana, le Mali, le Nigéria, le Sénégal, et le Tchad sont les principaux producteurs de la sous région.

Les cours favorables des cultures de rente sur la plus grande partie de l'année aurait en partie atténué le choc causé par la hausse des prix pour les ménages qui tirent des revenus de ces spéculations. La baisse des prix des cultures de rente pourrait affecter le revenu des états ainsi que le revenu des ménages rural des groupes à risque, à un degré qui ne peut encore être estimé.

Afrique de l'Ouest: marches alimentaires à la récolte

L'offre sur les marchés des pays enclavés a souffert des inondations qui a endommagé les infrastructures (Togo), et de restrictions commerciales, telles que les taxes imposées par le Gouvernement du Bénin sur le riz en transit pour le Niger ou le Nigéria. En dépit du manque d'information quantitative sur les stocks céréaliers dans la région, les acteurs du marché céréaliers perçoivent que l'offre en céréale locale est restée acceptable grâce aux interventions des gouvernements et des partenaires, en plus de la mise à la consommation de stocks de céréales détenus privés et publics. Le fait que les prix des céréales locales sont demeurés en dessous de leurs pics de 2005 dans un contexte défavorable de prix élevés pour les

¹ Etude Globale de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition du Libéria (2006) p30.

vivres et le carburant au niveau international est perçu comme étant le résultat d'une réponse de l'offre pendant la soudure, les restrictions commerciales, et d'autres facteurs.

Les stocks nationaux de sécurité et les banques de céréales ont été sollicités pour compenser la faiblesse de l'offre privée pendant la soudure. Les stocks commerciaux ont également été réduits et pourraient être difficiles à reconstituer sur le marché régional ou international. Les stocks ont évolué au jour le jour sur les marchés, surtout pour le riz. La perception d'une faiblesse des stocks pourrait influencer la demande et les prix dans les mois à venir.

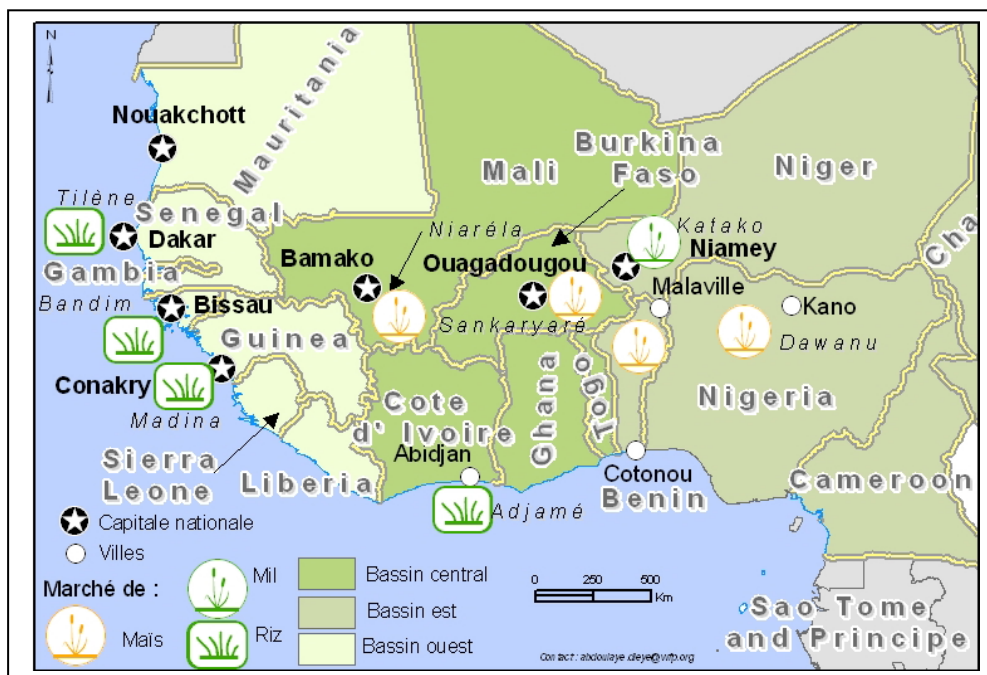
Les prix du bétail continuent à être favorables aux pasteurs. Ils sont en général au dessus de la moyenne en raison de la forte demande des pays côtiers, de bonnes conditions de pâturage dans les zones pastorales et de l'état satisfaisant de la santé animale dans la plus grande partie de la région. Ainsi, en dépit du prix élevé des céréales, les termes de l'échange sont généralement favorables aux pasteurs. Les prix de la viande et du lait sont élevés.

Table 2: Augmentation des prix céréaliers par rapport à l'année passée

Bassin	Marché	Ville	Pays	Denrée	Prix courant au détail Sept 2008 (FCFA/kg)	Prix courant au détail Sept 2003/2007 (FCFA/kg)	Augmentation (Sept 2008 vs 2003/2007)
Bassin Ouest	Tilène	Dakar	Senegal	Rice	469	217	116%
	Madina	Conakry*	Guinea	Rice	5600 GNF	2616 GNF	114%
	Bandim	Bissau +	Guinea-Bissau	Rice	450	250	80%
Bassin Central	Sankaryaré	Ouagadougou	Burkina Faso	Maize	193	142	36%
	Niaréla	Bamako	Mali	Maize	200	160	25%
	Adjamé	Abidjan	Cote d'Ivoire	Rice	350	237	47%
Bassin Est	Katako	Niamey	Niger	Millet	220	173	27%
	Malanville	Malanville	Benin	Maize	150	98	53%
	Dawanu	Kano#	Nigeria	Maize	68 NGN	40 NGN	70%

Source: SIM nationaux, FEWS NET, PAM pour Guinea-Bissau *Aout. 2008 vs. Aout 2003-2007 +Aout. 2008 vs. Aout. 2007. #Gros

Carte1: Localisation des marchés suivis



Dans le **Bassin Ouest**, où la dépendance sur le riz importé est forte, les prix au détail de la denrée demeure deux fois plus élevée que la moyenne des 5 dernières années pour le mois (Tableau 2). Au Sénégal, le prix au détail a légèrement baissé par rapport au pic atteint au mois de juillet, mais demeure deux fois plus cher que la moyenne à long terme. Dans le cas du Sénégal, la faiblesse du franc CFA par rapport au dollar US, et l'anticipation du rétablissement de la fiscalité sur le riz limitent pour le moment la baisse des prix du riz. Les céréales locales (mil et sorgho) restent élevés en raison de la faiblesse des stocks, d'après le SIM

Sénégal². Ces tendances semblent indiquer que le consommateur urbain continuera à faire face à des prix élevés de l'alimentation dans l'avenir immédiat. Les producteurs nets d'alimentation bénéficieront de prix plus élevés, particulièrement pour ceux qui sont impliqués dans la prochaine récolte de riz. Les opportunités de revenus pour les cultivateurs des produits de rente et de fonio de la Guinée seront améliorées si les échanges transfrontaliers habituels reprennent après la levée des mesures d'interdiction de sorties.

Dans le **Bassin Central**, les prix du mil et du maïs baissent au Burkina et dans l'Ouest du Niger en anticipation d'une bonne récolte, d'après Afrique Verte³. Le Tableau 2 montre que le niveau de la hausse des prix a été plus modeste dans le bassin central que dans le bassin ouest. Les prix demeurent néanmoins plus élevés que la moyenne des 5 dernières années dans la plupart des marchés. D'après le SIM Burkina, la moyenne nationale des prix du maïs blanc, du mil et du sorgho blanc sont respectivement 56, 27 et 27 pourcent plus élevés que l'an passé à la même période⁴. Les ménages vivant en zone pastorale ou en zone structurellement déficitaire continuent à faire face à des prix élevés. Les cultivateurs de coton du bassin central bénéficieront de la hausse du prix bord champ pour leur production. Il se peut toutefois que la hausse du prix des intrants vienne annuler l'augmentation du prix de référence.

Dans le **Bassin Est**, les prix des céréales ont amorcé une baisse avec la récolte qui a commencé dans certaines zones. Le mil et le maïs demeurent au dessus de la moyenne des 5 dernières années sur la même période sur les marchés-clé, comme le montre le Tableau 2. La Naira Nigériane s'est appréciée de 17 pourcent par rapport au franc CFA depuis Juillet, ce qui pourrait entraîner un renforcement de la demande Nigériane pour les produits des pays utilisant le franc CFA, dont le Bénin, le Cameroun et le Niger. Au niveau des ménages, ceci suppose que les acheteurs de céréales entreront en concurrence avec les consommateurs Nigériens, avec la possibilité d'un impact sur les prix de cette forte demande. Si les producteurs Nigériens s'adaptent à cette situation en vendant leurs produits au Nigéria pour augmenter leurs revenus, la tendance pourrait contribuer à des prix plus élevés au Niger affectant principalement les acheteurs nets. En revanche, une Naira plus forte pourrait entraîner une augmentation des revenus tirés de la migration saisonnière pour les migrants provenant de pays de la zone CFA. La migration saisonnière est un élément important des systèmes de vie des zones agro-pastorales.

Evaluations de la nutrition et de la sécurité alimentaire

Les résultats d'études récentes sur la nutrition et la sécurité alimentaire ont été publiés pour le Sénégal, illustrant les tendances pendant la soudure.

- SMART Sénégal : l'étude a montré que la malnutrition aigue globale affecte 17,3 pourcent des enfants enquêtés dans le district sanitaire de Matam (Nord). Ceci est au dessus du seuil 'critique' de 15 pourcent défini par l'Organisation Mondiale de la Santé. Les districts sanitaires de Goudomp (12,3 pourcent) et Guinguinéo (10,3 pourcent) ont des taux de malnutrition aigue globale au dessus du seuil d'alarme de 10 pourcent. Deux autres districts sanitaires sont en deçà du seuil d'alarme. L'étude conclut en recommandant des interventions d'urgence dans les trois districts, et en prônant la prise de mesures pour dépister et traiter la malnutrition. Les causes de ces taux élevés de malnutrition méritent d'être approfondies afin de permettre de dégager des conclusions sur la causalité du phénomène.
- Evaluation de Sécurité Alimentaire en Situation d'Urgence (ESASU) Sénégal : une enquête d'envergure nationale dans le milieu rural montre que 20 pourcent des ménages ont une consommation alimentaire pauvre. Trois zones ont une prévalence au dessus de la moyenne nationale, il s'agit de la Haute Casamance et le Sénégal Oriental (33 pourcent), le Bassin Arachidier (28 pourcent), et la Basse et Moyenne (27,5 pourcent). Les ménages vivant dans ces zones ont recours à des stratégies de survie qui comprennent la consommation d'aliments moins préférés (51 pourcent) et la réduction de la quantité par repas (44 pourcent). Les systèmes de vie sont à risque, les ménages déclarant avoir bradé leur bétail à augmenté de 13 pourcent en 2007 à 35

² SIM/CSA Bulletin Mensuel Septembre 2008

³ Afrique Verte, bulletin n°90 Octobre 2008

⁴ SONAGESS, Bulletin n°41, 2008. (Oct 5- Oct 12 2008)

pourcent en 2008. 30 pourcent des ménages ont déclaré avoir réduit leur dépense pour les semences et les outils, par rapport à 14 pourcent en 2007.

Les zones identifiées comme ayant les taux de malnutrition aigue globale les plus élevés dans le SMART et celles identifiées comme étant les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire dans l'ESASU ne sont pas forcément les mêmes.

Implications pour la sécurité alimentaire

La régénération des pâturages a mené à une amélioration de la disponibilité de lait avec des conséquences positives sur le plan nutritionnel, particulièrement pour les ménages pastoraux. La sécurité alimentaire est restée inquiétante jusqu'en Septembre, quand une pause pluviale dans le bassin est a provoqué une augmentation inattendue des prix des céréales. La situation alimentaire demeure fragile dans les zones non agricoles et dans les zones urbaines qui n'ont pas encore bénéficié de la baisse des prix qui accompagne la récolte.

Les prévisions présentées à la réunion du CILSS en début Octobre font état de bonnes perspectives pour la récolte 2008/2009, particulièrement au Nigéria et au Sahel. Le CILSS, la FAO, FEWS NET et les Gouvernements entreprendront des missions d'évaluation des récoltes courant Octobre 2008. Il est prévisible que les questions d'accès alimentaire demeureront problématiques dans le bassin ouest et dans les zones urbaines pendant l'année alimentaire 2008/2009, en raison du prix élevé du riz. On ne devrait pas s'attendre à une baisse des prix des céréales sèches jusqu'à leur niveau habituel. Les stocks publics et privés sont perçus comme étant bas dans la région et on s'attend à ce que la reconstitution des stocks mènera à une forte demande dans l'année qui vient. L'anticipation d'une forte demande agro-industrielle au Nigéria pourrait continuer à influencer le commerce alimentaire dans la région.

L'embellie des revenus qui a accompagné l'augmentation des prix internationaux sera peut être de courte durée. Ceci soulève des inquiétudes pour la sécurité alimentaire des groupes qui pratiquent des cultures de rente, qui possèdent peu de capital et qui sont dotés d'une faible capacité d'adaptation, tels les producteurs d'huile de palme sauvage.

Recommandations

Au vu du contexte régional développé ci-dessus, CRS, CILSS, FAO, FEWS NET et PAM recommandent les actions suivantes à l'endroit des institutions impliquées dans la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest africaine :

Suivi :

- Suivre l'évolution des tendances de la nutrition et déterminer s'il existe un lien entre l'augmentation des prix des vivres et la malnutrition ;
- Appuyer le processus d'évaluation des récoltes ;
- Effectuer des missions conjointes dans les bassins pour déterminer comment les marchés s'adaptent au prix plus élevé du riz et des autres denrées alimentaires; et,
- Déterminer l'impact d'un franc CFA plus faible sur les marchés alimentaires régionaux.

Programmes:

- Apporter une assistance aux zones urbaines sous forme de transferts de cash, particulièrement dans le bassin ouest où les prix demeurent élevés.
- Initier la reconstitution des stocks des banques de céréales et des stocks nationaux de sécurité en Octobre-Novembre-Janvier et février pour éviter les risques inhérents à la reconstitution des stocks à une date plus tardive.
- Encourager le stockage au niveau villageois. Ces programmes pourraient comprendre une composante warrantage.
- Appuyer les productions de contre saison pour améliorer l'accès des ménages vulnérables à une alimentation diversifiée et limiter l'impact de la hausse des prix ; appuyer la valorisation des produits du maraichage et d'autres produits (niébé, manioc, patate) pour générer des revenus.

Plaidoyer

- Continuer un plaidoyer contre les obstacles au commerce, comme les restrictions de jure ou de facto imposées en fin 2007. Eviter les mesures politiques de nature à décourager le commerce ou la production locale – telles les fixations de prix, les interdictions d'exporter et limiter les pratiques anormales.